CHIFFRONS.FR · KIT PÉDAGOGIQUE · LYCÉE

Le budget de l'État en classe : un programme chiffré comme cas d'étude

SES et EMC — quatre séances clés en main, avec corrigés indicatifs. Chiffres du jeu de données au 3 novembre 2026.

Quatre séances clés en main pour le lycée (SES, EMC) qui utilisent un programme politique chiffré comme cas d'étude : lire un chiffrage, arbitrer un budget sous contrainte, débattre d'une mesure à partir de ses hypothèses, relier fiscalité et justice sociale.

> **Un cas d'étude, pas un programme à défendre.** Chiffrons.fr est un site indépendant et non partisan : il est publié anonymement par un citoyen et n'est lié à aucun parti, à aucune candidature ni à aucune organisation. Il propose pourtant un programme politique — c'est ce qui en fait un bon support : chaque mesure y est chiffrée et publiée avec ses hypothèses, ses sources et son vecteur juridique, donc contestable ligne à ligne.
>
> Aucune séance ne demande aux élèves d'approuver ou de rejeter le programme. Toutes leur demandent de lire, de vérifier, de recalculer et d'argumenter — y compris pour construire un budget opposé. Il revient à l'enseignant de garantir le pluralisme des points de vue et de croiser ce support avec d'autres sources (documents budgétaires de l'État, rapports de la Cour des comptes, presse).

Ce que contient le kit

1. **Séance 1 — Lire un chiffrage : 5 ans contre 1 an.** Esprit critique face aux chiffres. 55 minutes. Première ou terminale.
2. **Séance 2 — Équilibrez le budget en groupe.** Avec le simulateur /equilibrer/. 2 × 55 minutes. Terminale (ou première).
3. **Séance 3 — Une mesure au banc d'essai.** Hypothèses, sources, vecteur juridique, débat réglé. 55 minutes. EMC ou SES.
4. **Séance 4 — Qui paie ? Fiscalité et justice sociale.** Lecture de mesures de recettes. 55 minutes. Terminale.

Chiffres du jeu de données au 3 novembre 2026. Ils sont recalculés à chaque nouvelle version du kit ; vérifiez-les sur le site le jour de la séance.

Rattachement aux programmes

ENSEIGNEMENT	CHAPITRE (QUESTIONNEMENT)	TEXTE	SÉANCES
SES, spécialité, classe de première	**« Comment les agents économiques se financent-ils ? »** dont le financement de l'État : solde budgétaire, déficit, dette publique	Arrêté du 17 janvier 2019, BO spécial n° 1 du 22 janvier 2019	1, 2
SES, spécialité, classe de première	**« Comment se forme et s'exprime l'opinion publique ? »** science politique	Arrêté du 17 janvier 2019, BO spécial n° 1 du 22 janvier 2019	3
SES, spécialité, classe terminale	**« Quelles politiques économiques dans le cadre européen ? »** politique budgétaire et règles budgétaires européennes	Arrêté du 19 juillet 2019, BO spécial n° 8 du 25 juillet 2019	2
SES, spécialité, classe terminale	**« Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ? »** regards croisés : fiscalité, redistribution, protection sociale	Arrêté du 19 juillet 2019, BO spécial n° 8 du 25 juillet 2019	4
SES, spécialité, classe terminale	**« Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ? »** science politique (prolongement possible)	Arrêté du 19 juillet 2019, BO spécial n° 8 du 25 juillet 2019	3

ENSEIGNEMENT	CHAPITRE (QUESTIONNEMENT)	TEXTE	SÉANCES
EMC, classe terminale	**« Le débat et la délibération démocratiques »** intitulé résumé d'après les ressources académiques de mise en œuvre : principes et espaces du débat démocratique, délibération dans les institutions	Arrêté du 29 mai 2024, BO n° 24 du 13 juin 2024 — en vigueur en terminale depuis la rentrée 2026	1, 3

Intitulés relevés le 3 novembre 2026 sur des ressources académiques qui reprennent les textes officiels. Vérifiez-les sur eduscol.education.gouv.fr avant de les inscrire dans une progression : les notions et objectifs d'apprentissage ne sont pas reproduits ici, reportez-vous au texte du programme. Le libellé EMC de terminale résume l'axe de l'année tel que le décrivent les ressources de mise en œuvre ; il ne cite pas le BO mot pour mot. Aucun rattachement en histoire-géographie n'a été vérifié : le kit n'en propose pas.

Avant de commencer : trois conventions

- **Horizon.** Les chiffrages des mesures sont cumulés sur 5 ans ; le déficit public est annuel. Pour comparer, il faut diviser par 5 : on écrit « X Md€ par an, soit 5X sur 5 ans ».
- **Signe.** Sur les fiches, un « coût net » négatif est un gain pour les finances publiques. Dans le simulateur et les données ouvertes, le « solde » est de signe inverse : positif = améliore le solde public.
- **Limites.** Aucun effet de retour n'est modélisé, les mesures sont supposées additives, leurs incompatibilités ne sont pas documentées, et une dépense apparaît avec son coût mais sans son bénéfice. Le site l'écrit lui-même (page « À propos »).

Séance 1 — Lire un chiffrage : 5 ans contre 1 an

NIVEAU	DURÉE	MATÉRIEL
Première ou terminale (SES) ; EMC	55 minutes	Documents ci-dessous, calculatrice

Objectifs

- Distinguer un flux annuel (le déficit) d'un cumul pluriannuel (un chiffrage sur 5 ans), et un flux d'un stock (la dette).
- Appliquer une convention de signe et la reformuler.
- Repérer une comparaison trompeuse et la corriger ; formuler une question à l'auteur d'un chiffrage.

Déroulé

10 min	Lancement : projeter le document 3 (titre fictif) et demander « vrai ou faux ? » à main levée. Ne pas trancher.
25 min	Travail en binômes sur les documents 1 à 4, questions 1 à 5.
10 min	Mise en commun : correction du titre fictif, puis question 6.
10 min	Trace écrite : la règle « X Md€ par an, soit 5X sur 5 ans », et une question écrite par chaque binôme à l'auteur d'un chiffrage.

Documents

DOCUMENT 1 — CONSTANTES BUDGÉTAIRES

Déficit public 2026 : 5,4 % du PIB, soit 164,8 Md€ (source nommée par le site : PLF 2027 — avis du Haut Conseil des finances publiques n° 2026-5, octobre 2026). Plafond européen : 3 % du PIB. Effort annuel pour repasser sous ce plafond : 73,2 Md€ par an.

DOCUMENT 2 — UNE MESURE : SUPPRIMER 80 % DES NICHES FISCALES

Coût brut : 200 M€ sur 5 ans. Coût net : −130 Md€ sur 5 ans. Extrait du résumé de la fiche : « Gain budgétaire attendu : ~25-30 Md€/an à régime de croisière, dégagés progressivement sur 3 ans du mandat 2027-2032. »

Extrait de la section « Financement » de la même fiche : An 1 : ~5 Md€ ; An 2 : ~20 Md€ ; An 3 : ~28 Md€ ; An 4 : ~32 Md€ ; An 5 : ~32-35 Md€ ; « ~32 Md€/an en régime de croisière ».

Supprimer 80 % des niches fiscales

DOCUMENT 3 — UN TITRE FICTIF, ÉCRIT POUR L'EXERCICE

« 130 milliards : supprimer les niches fiscales effacerait 79 % du déficit »

DOCUMENT 4 — LE PROGRAMME COMPLET

Solde de l'ensemble des 102 mesures : +35 Md€ sur 5 ans.

Questions

1. Document 1. Le déficit public est-il un flux ou un stock ? Sur quelle période est-il mesuré ? En quoi se distingue-t-il de la dette publique ?
2. Document 2. Sur quelle durée le chiffrage est-il calculé ? Ramenez-le à un montant annuel.
3. Document 2. Pourquoi le coût net est-il négatif ? Reformulez-le avec la convention « positif = améliore le solde public ».
4. Document 3. Refaites le calcul du titre. Quelle erreur commet-il ? Réécrivez-le correctement.
5. Document 2. Additionnez le profil année par année de la section « Financement » et comparez au chiffrage publié. Comparez aussi le régime de croisière annoncé dans le résumé et dans le financement. Enfin, à partir du résumé seul (25 à 30 Md€ par an, atteints en 3 ans), quel cumul obtiendrait-on avec une montée en charge

linéaire (un tiers la première année, deux tiers la deuxième, puis plein régime) ? Quelles questions poseriez-vous à l'auteur ?

6. Document 4. Quel est le solde annuel du programme complet ? Quelle part de l'effort nécessaire pour repasser sous 3 % couvre-t-il ? Le programme ramène-t-il le déficit sous 3 % du PIB ?

CORRIGÉ INDICATIF

1. Un flux, mesuré sur une année : l'écart entre recettes et dépenses publiques en 2026. La dette est un stock : l'accumulation des déficits passés (moins les excédents), mesurée à une date.
2. 5 ans. 130 ÷ 5 = 26 Md€ par an.
3. Le coût net déduit les recettes que la mesure rapporte : négatif, il désigne un gain. En convention de solde : +26 Md€ par an, soit +130 Md€ sur 5 ans ; la mesure améliore le solde public.
4. Le titre compare un cumul sur 5 ans (130 Md€) à un déficit annuel (164,8 Md€) : il multiplie l'effet par cinq. Calcul correct : 26 ÷ 164,8 ≈ 16 %. Titre corrigé : « Supprimer 80 % des niches fiscales rapporterait 26 Md€ par an, soit 130 Md€ sur 5 ans, l'équivalent d'environ 16 % du déficit annuel, selon le chiffrage du site. »
5. Profil du financement : 5 + 20 + 28 + 32 + (32 à 35) = 117 à 120 Md€, en dessous des 130 Md€ publiés. Le régime de croisière du financement (~32 Md€ par an) dépasse celui du résumé (25 à 30 Md€). Avec le résumé seul et une montée en charge linéaire sur 3 ans, le cumul vaut quatre années pleines : 4 × 25 = 100 et 4 × 30 = 120, soit 100 à 120 Md€. Trois lectures de la même fiche donnent donc entre 100 et 130 Md€ sur 5 ans. La moyenne annuelle des données ouvertes (26 Md€) est une annualisation linéaire, pas un profil réel. Questions à poser : « quel profil année par année retenez-vous ? », « pourquoi le résumé et le financement diffèrent-ils ? ». L'exercice ne dit pas quel chiffre est juste ; il montre ce qu'il faut vérifier, et ce qu'on peut signaler à l'auteur.
6. 35,02 ÷ 5 ≈ 7 Md€ par an, soit environ 10 % des 73,2 Md€ par an nécessaires. Non : selon le site, le déficit passerait de 5,4 % à 5,17 % du PIB. Le site l'écrit lui-même : c'est un plan de réaffectation, pas de réduction du déficit.

Prolongement : la fiche Fiscalité successorale et transmission équitable annonce « Recettes attendues : ~8 Md€/an régime croisière. » puis « Coût net 5 ans : ~+8 Md€ ». Les deux montants sont-ils compatibles ? (8 Md€ par an donneraient de l'ordre de 40 Md€ sur 5 ans à plein régime ; le jeu de données retient +8 Md€ sur 5 ans.) Repérer ce genre d'écart et le signaler à l'auteur (hello@chiffrons.fr) est exactement l'usage que le site revendique.

Séance 2 — Équilibrez le budget en groupe

NIVEAU	DURÉE	MATÉRIEL
Terminale (SES) ; possible en première	2 × 55 minutes	Un ordinateur ou une tablette par groupe, accès à chiffrons.fr/equilibrer/

Objectifs

- Manipuler les ordres de grandeur du budget : déficit, plafond européen de 3 %, effort à fournir.
- Arbitrer sous contrainte, en groupe, et justifier ses choix par écrit.
- Identifier les limites d'un modèle : additivité des mesures, absence d'effets de retour, faisabilité politique.

Le simulateur en deux phrases

La page chiffrons.fr/equilibrer/ affiche les 102 mesures sous forme de cases à cocher. Le solde se met à jour en direct, en Md€ par an et en cumul sur 5 ans, avec le déficit résultant en % du PIB ; chaque budget produit une adresse partageable, que les groupes copient pour la restitution. Des raccourcis chargent « uniquement les économies », « uniquement les dépenses » ou « le programme complet ».

Cartes de mission (une par groupe)

- **A.** Repasser sous 3 % du PIB : améliorer le solde d'au moins 73,2 Md€ par an.
- **B.** Tenir l'effort annoncé par le gouvernement pour 2027 : 43 à 54 Md€.
- **C.** Financer au moins trois mesures de dépense que le groupe juge prioritaires, sans dégrader le solde public.
- **D.** Budget libre : le groupe fixe lui-même son objectif et le justifie.

Consigne commune : « Vous pouvez retenir ou refuser n'importe quelle mesure. Vous n'êtes pas tenus de défendre le programme du site : un budget qui le contredit est une réponse valable, à condition d'être justifié. »

Déroulé

15 min	Rappel des ordres de grandeur (déficit 2026 : 164,8 Md€, soit 5,4 % du PIB ; plafond 3 % ; effort 73,2 Md€ par an). Démonstration du simulateur. Distribution des cartes.
40 min	En groupe : construire le budget. Ouvrir au moins deux fiches avant de retenir une mesure qui pèse plus de 5 Md€ par an.
20 min	Fiche d'arbitrages (ci-dessous), adresse du budget copiée.
25 min	Restitution : 3 minutes par groupe, 2 questions de la classe.
10 min	Synthèse : ce que le simulateur ne dit pas (questions de débriefing).

Fiche d'arbitrages à rendre

1. Objectif de la carte, solde atteint (par an et sur 5 ans), déficit résultant.
2. Les trois mesures retenues qui pèsent le plus, et pourquoi.
3. Trois mesures écartées, et pourquoi (coût, désaccord, doute sur le chiffrage, faisabilité).
4. Une hypothèse d'une fiche que le groupe conteste, avec la phrase exacte de la fiche.
5. L'adresse partageable du budget.

Questions de débriefing

1. Le raccourci « uniquement les économies » ramène-t-il le déficit sous 3 % ? Pourquoi ce budget n'est-il pas pour autant « la solution » ?
2. Quel poids pèse la mesure « Stratégie d'équilibre budgétaire » dans les économies ? Que contient-elle ?
3. Deux mesures peuvent-elles s'exclure ? Que fait alors le simulateur ?
4. Une mesure d'éducation apparaît avec son coût mais sans ses bénéfices. Qu'est-ce que cela change à la lecture du solde ?
5. Votre budget respecte-t-il le plafond européen ? Qu'arrive-t-il, selon le cours, à un État qui le dépasse durablement ?

CORRIGÉ INDICATIF

Il n'y a pas de bon budget : on évalue la cohérence entre objectif, choix et justifications, l'usage correct des unités (par an / sur 5 ans) et la capacité à nommer une limite.

1. Oui sur le papier : 143,5 Md€ par an, déficit ramené à 0,7 % du PIB selon le site. Mais ce budget retient toutes les recettes et économies en refusant toutes les dépenses, suppose leurs effets additifs et sans effet sur l'activité, et ignore leur faisabilité politique — le site rappelle par exemple que la réforme des collectivités, la plus rentable de ses mesures après la stratégie d'équilibre et les niches, « échoue depuis trente ans pour des raisons politiques, pas techniques ».
2. +33,6 Md€ par an, soit +167,9 Md€ sur 5 ans, soit environ 23 % des économies du programme. C'est une mesure « transversale » qui regroupe des recettes nouvelles et un étalement dans le temps de grands investissements : « Étalement temporel raisonné des grands investissements de 5 à 8-12 ans ». Question à débattre : repousser une dépense au-delà de 5 ans, est-ce une économie ou un report ?
3. Oui. Le site indique que les incompatibilités entre mesures ne sont documentées nulle part : le simulateur additionne tout ce qui est coché.
4. Le solde surestime le coût « net » des dépenses dont les effets (croissance, santé, recettes futures) ne sont pas chiffrés ; il ne mesure que l'effet comptable sur 5 ans.
5. Réponse attendue selon le cours de terminale (règles budgétaires européennes, procédure pour déficit excessif). Le simulateur ne modélise ni taux d'intérêt ni réaction des marchés.

Séance 3 — Une mesure au banc d'essai

NIVEAU	DURÉE	MATÉRIEL
EMC terminale ; SES première	55 minutes (+ lecture préalable conseillée)	Une fiche PDF par groupe, imprimée

Objectifs

- Distinguer une proposition, ses hypothèses, ses sources et son vecteur juridique.
- Évaluer la qualité d'une source (primaire, institutionnelle, générique).
- Débattre selon des règles : temps de parole, reformulation, argument sourcé.

Les quatre fiches proposées

Choisies pour la diversité de leurs vecteurs juridiques, pas pour leur contenu.

MESURE	EFFET SUR LE SOLDE	VECTEUR JURIDIQUE (TEL QUE PUBLIÉ)
Réforme des collectivités locales · fiche PDF	+15 Md€ par an	Révision constitutionnelle (Art. 72) par référendum + loi cadre + révision CGCT + LF + décrets
Supprimer 80 % des niches fiscales · fiche PDF	+26 Md€ par an	Loi de finances annuelle (suppressions) + loi organique (LOLF, anti-rebond) + décrets d'application
Mandat citoyen · fiche PDF	+24 M€ par an	Révision constitutionnelle (art. 25 — éligibilité) + loi organique (catégories expérience, HATVP) + décrets
Plan contre la fraude sociale et le travail dissimulé · fiche PDF	+2,4 Md€ par an	Loi de financement de la Sécurité sociale + loi sur le croisement de données (avis CNIL).

Déroulé

15 min	Par groupes de 4 à 5, une fiche par groupe : remplir la grille d'analyse (questions 1 à 4).
25 min	Débat réglé sur une fiche : un groupe « pour », un groupe « contre » (rôles tirés au sort, indépendamment des opinions), un groupe de vérificateurs qui contrôle chaque chiffre cité, un président de séance qui distribue la parole.
15 min	Retour réflexif : qu'est-ce qui a fait changer d'avis ? Quel argument était le mieux sourcé ? (questions 5 et 6)

Grille d'analyse

1. Quel problème la mesure prétend-elle résoudre ? Quels chiffres le diagnostic avance-t-il ?
2. Quelles hypothèses portent le chiffrage (lire la section « Financement ») ? Laquelle vous paraît la plus fragile ?
3. Les sources citées renvoient-elles à un document précis (rapport, tableau de données) ou seulement au site d'une institution ?
4. Quel est le vecteur juridique ? Pourquoi une révision constitutionnelle est-elle plus difficile à obtenir qu'une loi ordinaire ?
5. Qui y gagne, qui y perd ? Qui pourrait s'y opposer, et par quels moyens (vote, manifestation, recours) ?
6. Comment l'opinion publique sur cette mesure pourrait-elle se former et être mesurée (médias, sondages, réseaux sociaux) ? Quelles précautions de lecture ?

CORRIGÉ INDICATIF

- Q3 — Observation vérifiable sur les quatre fiches : Réforme des collectivités locales : 10 liens de sources, dont 8 vers la page d'accueil d'un site ; Supprimer 80 % des niches fiscales : 7 liens de sources, dont 4 vers la page d'accueil d'un site ; Mandat citoyen : 9 liens de sources, dont 7 vers la page d'accueil d'un site ; Plan contre la fraude sociale et le travail dissimulé : 3 liens de sources, dont 2 vers la page d'accueil d'un site. Sur l'ensemble des fiches, 673 liens de sources sur 852 renvoient à une page d'accueil. Une source nommée n'est pas une source vérifiable : l'élève doit pouvoir retrouver le chiffre précis.
- Q4 — Article 89 de la Constitution : un projet ou une proposition de révision doit être voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, puis approuvé par référendum ; un projet d'origine

gouvernementale peut à la place être soumis au Parlement réuni en Congrès, qui doit l'adopter à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Une loi ordinaire est adoptée à la majorité simple, l'Assemblée pouvant avoir le dernier mot.

- Q4 — Pour la réforme des collectivités locales, la fiche prévoit elle-même une révision de l'article 72 par référendum ; le site écrit ailleurs que cette réforme échoue depuis trente ans pour des raisons politiques. Bonne piste de débat : un chiffrage peut être juste et la mesure impossible à adopter.
- Q5-Q6 — Pas de réponse unique : on valorise l'identification d'acteurs précis et la distinction entre un sondage (une mesure à un instant, sensible à la formulation) et l'opinion publique.

Séance 4 — Qui paie ? Fiscalité et justice sociale

NIVEAU	DURÉE	MATÉRIEL
Terminale (SES, regards croisés)	55 minutes	Les quatre résumés ci-dessous ; fiches PDF en appui

Objectifs

- Identifier l'assiette d'un prélèvement et les agents qui le supportent.
- Relier une mesure fiscale à une conception de la justice sociale étudiée en cours.
- Constater qu'un solde budgétaire ne dit rien de la répartition de l'effort.

Documents

FISCALITÉ SUCCESSORALE ET TRANSMISSION ÉQUITABLE — +1,6 MD€ PAR AN, SOIT +8 MD€ SUR 5 ANS

La transmission de patrimoine est la principale source d'inégalités intergénérationnelles en France. Un enfant né dans une famille aisée hérite en moyenne de 300 000 €, un enfant né dans une famille modeste hérite de 10 000 €. Le programme n'assume pas d'attaquer cette inégalité de départ — cette mesure corrige. Abattement personnel porté à 200 k€/enfant (vs 100 k€ aujourd'hui, protection des classes moyennes). Tranches successorales renforcées au-delà de 5 M€ (30 % → 45 %, puis 60 % au-delà de 10 M€). Pacte Dutreil (75 % d'abattement transmission entreprise) resserré : uniquement entreprises réellement transmises et exploitées par les héritiers pendant 10 ans, plafond 20 M€. Taxation des donations déguisées (SCI immobilière, holdings intra-familiales, assurance-vie post-70 ans). Recettes attendues : ~8 Md€/an régime croisière. Modèle : Suède, Belgique, Allemagne. Coût net 5 ans : ~+8 Md€ (recettes nettes structurelles).

Fiscalité successorale et transmission équitable

TVA SOCIALE (MODÈLE ALLEMAND 2007) — +6 MD€ PAR AN, SOIT +30 MD€ SUR 5 ANS

Baisser de 5 points les cotisations sociales salariales et de 5 points les cotisations patronales (soit -10 points sur le coût du travail), pour augmenter immédiatement les revenus nets de tous les salariés (~+150 €/mois pour un SMIC, ~+300 €/mois pour un cadre médian) et réduire le coût du travail français de ~7 %. Compenser par une hausse de TVA de +2 points (TVA standard de 20 % à 22 %) et la rationalisation de certaines prestations sociales non essentielles. Inspiré du modèle allemand 2007 (Steuersenkung Mehrwertsteuererhöhung) qui a relancé la compétitivité du Made in Germany. Gain net pour les finances publiques : ~10-15 Md€/an en régime de croisière, plus un effet de croissance estimé à +0,3-0,5 pt PIB/an, soit +10-15 Md€/an de recettes fiscales additionnelles.

TVA sociale (modèle allemand 2007)

SUPPRIMER 80 % DES NICHES FISCALES — +26 MD€ PAR AN, SOIT +130 MD€ SUR 5 ANS

Refonte profonde du système des niches fiscales françaises : sur les ~470 niches actuelles représentant ~90 Md€/an de moindres recettes, suppression de ~80 % d'entre elles (les moins justifiées, les plus injustes, les plus captées par les hauts revenus). Conservation explicite et renforcement des niches à utilité publique avérée : Crédit Impôt Recherche, crédit emploi à domicile, niches handicap et solidarité familiale, dispositifs de transition écologique. Plafonnement global des niches restantes à 8 000 €/an par foyer fiscal (vs 10 000 € actuellement, et avec moins d'exceptions). Gain budgétaire attendu : ~25-30 Md€/an à régime de croisière, dégagés progressivement sur 3 ans du mandat 2027-2032.

Supprimer 80 % des niches fiscales

TAXE SUR LES RACHATS D'ACTIONS FLÉCHÉE VERS LES SALARIÉS — +1 MD€ PAR AN, SOIT +5 MD€ SUR 5 ANS

Instaurer une taxe de 2 à 3 % sur les rachats d'actions (buybacks) des grandes entreprises, avec un abattement pour celles qui redistribuent réellement à leurs salariés (participation, intéressement, actionnariat salarié). Objectif : réorienter la valeur créée vers le travail et l'investissement plutôt que vers la rente actionnariale, sans pénaliser les PME.

Taxe sur les rachats d'actions fléchée vers les salariés

Déroulé et questions

25 min	En binômes, pour chaque mesure : 1. Quelle est l'assiette (patrimoine transmis, consommation, revenus, bénéfices distribués) ? 2. Qui supporte la mesure, qui en bénéficie, d'après le texte ? 3. La mesure vous paraît-elle progressive, proportionnelle ou régressive par rapport au revenu ? Sur quoi vous appuyez-vous ?
20 min	Mise en commun : rattacher chaque mesure à une ou plusieurs conceptions de la justice sociale vues en cours (par exemple égalitarisme libéral, libertarisme, utilitarisme, égalitarisme strict), en argumentant pour et contre.
10 min	Question finale : le jeu de données indique un solde par mesure. Permet-il de savoir qui paie ? Que faudrait-il ajouter ?

CORRIGÉ INDICATIF

- **Fiscalité successorale et transmission équitable** — assiette : les successions et donations ; le texte concentre la hausse au-delà de 5 M€ et relève l'abattement par enfant, ce qui protège les petites et moyennes transmissions. Lecture possible : correction de l'inégalité des chances (égalitarisme libéral) ; critique possible : atteinte au droit de transmettre (libertarisme).
- **TVA sociale (modèle allemand 2007)** — assiette : la consommation (TVA de 20 % à 22 %), en contrepartie d'une baisse des cotisations. Argument classique à discuter : la TVA pèse proportionnellement plus sur les ménages qui consomment une grande part de leur revenu ; à l'inverse, la baisse des cotisations augmente le salaire net. L'effet final dépend de ce que la fiche ne chiffre pas : la répartition par niveau de revenu. Le résumé annonce aussi un « gain net » de 10 à 15 Md€ par an, alors que le chiffrage retenu est de +6 Md€ par an, soit +30 Md€ sur 5 ans : à faire relever.
- **Supprimer 80 % des niches fiscales** — assiette : les dépenses fiscales (réductions et crédits d'impôt). Le texte cible les niches « les plus captées par les hauts revenus » mais conserve explicitement plusieurs dispositifs (crédit d'impôt recherche, emploi à domicile, handicap). À discuter : qui perd vraiment dépend de la liste exacte, que le résumé ne donne pas.
- **Taxe sur les rachats d'actions fléchée vers les salariés** — assiette : les rachats d'actions des grandes entreprises, avec un abattement pour celles qui redistribuent à leurs salariés. Objectif affiché : réorienter la valeur vers le travail ; question à débattre : qui supporte in fine la taxe (actionnaires, salariés, investissement) ?
- Question finale : non. Le site précise que ses données ne distinguent même pas une économie d'une recette ; il faudrait une répartition par décile de revenu, des hypothèses d'incidence fiscale et des effets de comportement.

Pour aller plus loin

- Le simulateur budgétaire — à utiliser en séance 2.
- Le programme complet en PDF et les fiches PDF par mesure (chiffrons.fr/outils/telecharger/).
- Méthode, limites et angles morts — à lire avant de citer un chiffre.
- Les données ouvertes (CSV, JSON, tableur), sous Licence Ouverte 2.0 : pour refaire tous les calculs en tableur.

> Une erreur dans un chiffre, une séance qui a marché ou échoué ? Écrire à hello@chiffrons.fr. Le site publie ses corrections sur son blog.
>
> Mentions : Chiffrons.fr est publié anonymement, sans lien avec un parti, une candidature ou une organisation. Les données chiffrées sont sous Licence Ouverte 2.0 (Etalab). Le site ne publie pas de licence pour ses textes ; il indique un dépôt e-Soleau auprès de l'INPI.